TROISIEME ANNEE. - N° 4. 26 JANVIER 1922.

Bulletin Communiste

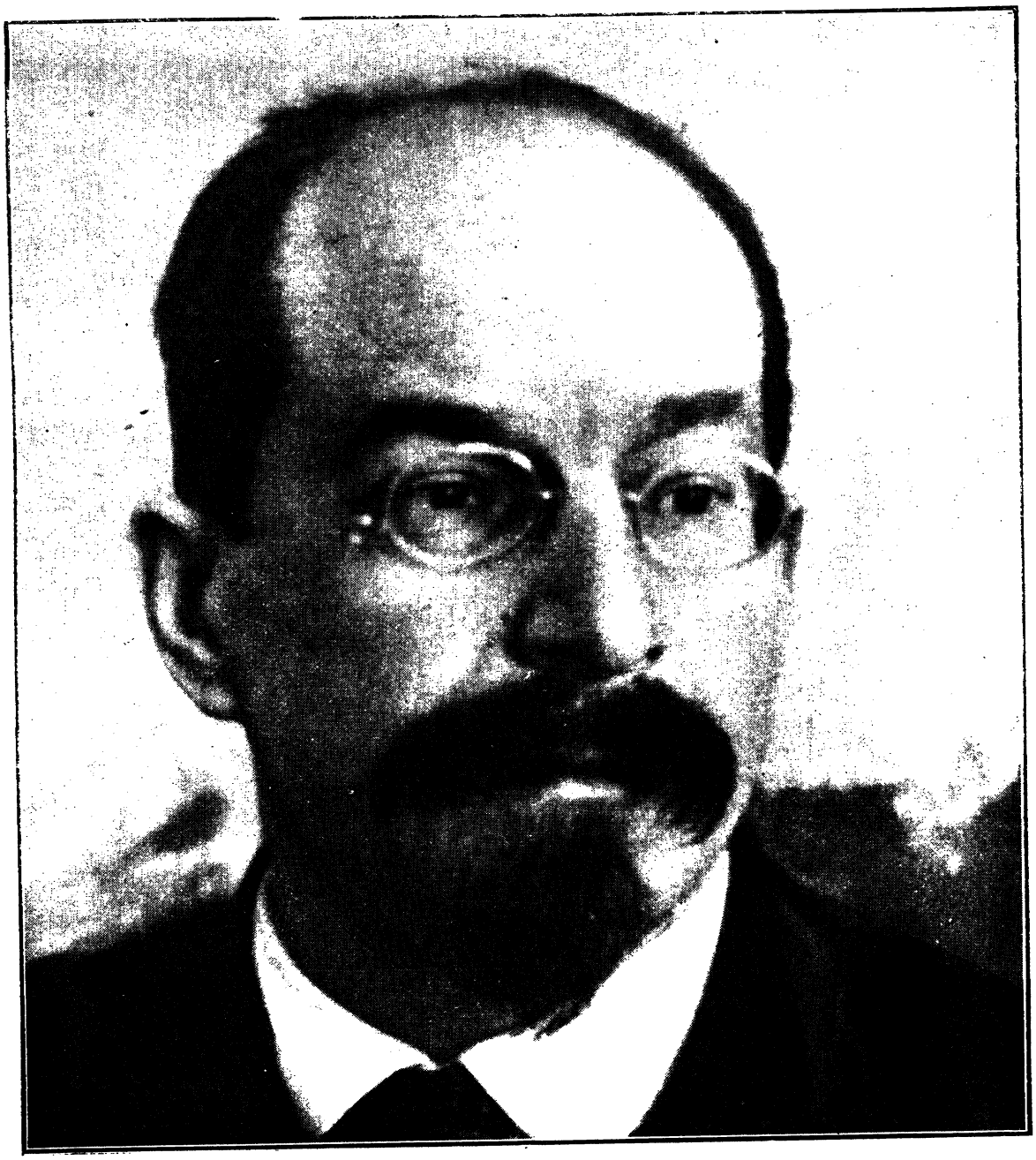
ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris Hebdomadaire *Le Numéro : 50 centimes*

SOMMAIRE

Notes de la Semaine (*Amédée Dunois*). — Pour le Front Unique (*Albert Treint*). — La Semaine Politique (*C.-E. Labrousse*). — La Semaine Internationale (*Robert Pelletier*). — Au secours de la Russie (*Kalinine*).

Joseph Petrovitch Goldemberg Mechkovsky (*L. Kamenev*). — Vladimir Korolenko (*Victor Serge*). — Syndicalistes et Communistes en France (*J. Humbert-Droz*). — La vie du Parti. — Bibliothèque Communiste, etc...



LOUNATCHARSKY

Notes de la Semaine

Dans l'une de ses premières séances, le Comité Directeur a constitué sa commission syndicale et celle-ci, sous la présidence du camarade Tommasi, s'est mise de suite à l'ouvrage.

Elle se trouvait, par la constitution — évidemment provisoire, mais que l'événement peut rendre d'ici peu définitive — d'une Confédération Générale du Travail Unitaire (C.G.T.U.) en présence d'une conjoncture troublante et décisive : la scission — à tout le moins virtuelle — dans le mouvement ouvrier français. Deux organisations dressées l'une contre l'autre ; d'une part, rue Lafayette, la vieille C. G. T. historique, avec son état-major de fonctionnaires corrompus et désabusés, entièrement gagnés aux méthodes débilitantes d'un réformisme autrefois abhorré, la vieille et tremblante C. G. T. avec sa volonté d'exclusions en masse équivalant pratiquement à la scission, avec sa haine sénile et maladive de la Révolution russe, avec sa domesticité de scribes faméliques intéressés à brouiller les cartes et à jeter l'huile sur le feu ; et d'autre part, rue de la Grange-aux-Belles, la C. G. T. nouvelle, avec son irrécusable désir de refaire l'unité de la classe ouvrière autour des principes mêmes qui ont fait la grandeur et la force de la C. G. T. d'autrefois, la C. G. T. unitaire qui, avant de se séparer définitivement des Jouhaux, des Dumoulin et des Merrheim, multiplie sans succès auprès d'eux les démarches de rapprochement et de conciliation.

Il n'a pas dépendu de nous, communistes, que la scission fût éludée. Avec Moscou et pour des raisons identiques, nous sommes des partisans résolus de l'unité syndicale. Tant que nous l'avons pu et dans la mesure de notre influence, nous avons entravé les impatiences de ceux que nous voyions s'accommoder trop aisément d'une scission que nous savions funeste. — Aujaurd'hui toutefois, le Rubicon est franchi, ou va l'être : en face de la C. G. T. divisionniste de la rue Lafayette, la C. G.T. unitaire est debout. Si dans quelques semaines, la première s'obstine à ne point répondre à l'appel d'unité qui, de toutes parts, monte vers elle, c'est la scission définitive, avec, hélas ! tous ses déchirements, toutes ses misères, toutes ses ruines. Encore une fois, nous n'avons pas voulu cela. Les responsables ne sont pas chez nous : cherchez-les rue Lafayette, c'est là que vous les trouverez.

Félicitons sincèrement et la Commission syndicale et le Comité Directeur de n'avoir pas prudemment attendu que les destins se soient prononcés pour prendre clairement parti entre les organisations rivales. Et félicitons-nous également que la thèse syndicale votée par le Congrès de Marseille ait trouvé là son application première.

Cette thèse, dont les principes ont été si souvent exposés ici, place au premier rang, on le sait, le principe de l'unité ouvrière. C'est parce qu'elle veut l'unité, avec toutes ses exigences, que la thèse adoptée à Marseille repousse non seulement la subordination, mais même la liaison, et qu'elle se déclare sans restriction pour l'autonomie complète. Ceci étant posé, elle n'en est que plus énergique à affirmer le droit et le devoir du Parti de contrôler l'action syndicale de ses membres, de donner à ceux-ci des directives précises ou des mots d'ordre concrets et d'en exiger le respect.

Ces principes de la thèse syndicale, ils se retrouvent très exactement dans la résolution récente du Comité Directeur. C'est parce que la C. G. T. de la rue Grange-aux-Belles, qui n'est pas, tant s'en faut (et nous le déplorons) communiste, se réclame non seulement en paroles, mais en fait de l'unité ouvrière, condition de tout syndicalisme fort, c'est parce qu'elle a le dessein de regrouper dans ses cadres les prolétaires de toute observance politique ou confessionnelle et de ne recourir jamais ni aux exclusions ni aux scissions, que le Parti Communiste, très judicieusement, s'est prononcé en sa faveur.

Avec l'appui effectif du Parti qui ne lui fera pas défaut, que la G.G.T. Unitaire accomplisse sa destinée ! Est-ce à dire qu'elle réussira à rétablir l'unité de toutes les forces ouvrières sur le champ de bataille économique et à vider par conséquent, l'organisation divisionniste de tout ce qui lui reste d'effectifs ? Qui oserait l'espé-

rer ? Il restera malheureusement sans doute, rue Lafayette, bien des prolétaires abusés ou timides. Puisse la C. G. T. unitaire, fidèle à son mot d'ordre, s'efforcer toujours, par une application syndicale de la doctrine du front unique, à faire participer à ses combats tous ceux d'entre les prolétaires qui n'auraient pas encore rallié son drapeau !

***

L'événement de la semaine, avec la résolution du Comité Directeur que je viens de commenter (et que nous publions plus loin), c'est l'assemblée générale des secrétaires fédéraux du Parti Communiste qui s'est tenue dimanche, à Paris. Elle avait pour objet la discussion du front prolétarien unique. Qu'il me soit permis de penser qu'aujourd'hui, comme hier, la controverse demeure ouverte et que, pour la question posée par le Comité Exécutif, toutes les opinions continuent d'être libres.

J'ai lu avec le plus grand soin le compte rendu de la conférence de dimanche. Compte rendu, comme toujours, plus copieux que précis et trop massif pour être pénétrant, mais qui, tout de même, à qui le lit entre les lignes, permet de se « rendre compte ». Il ne m'a pas convaincu de la fausseté du principe même du front unique. Ce qui apparaît comme juste à nos camarades d'Allemagne et de Tchéco-Slovaquie, de Suisse et d'Italie, ne saurait être, en France, radicalement faux. Ce qui nous est recommandé par l'Exécutif de l'Internationale ne saurait être par nous écarté en totalité.

Il n'en est pas moins vrai qu'une assez grande majorité de secrétaires fédéraux ont repoussé le front unique. Ils l'ont fait en se référant à des circonstances purement françaises, négligeant du même coup de considérer le problème sous son aspect international. Il en résulte qu'ils l'ont fort étroitement compris, même qu'ils ne l'ont pas compris du tout, et qu'ainsi, une fois de plus, notre Parti Communiste risque de faire cavalier seul dans l'Internationale Communiste.

Il importait, à mon avis — et c'est ce qu'on n'a malheureusement pas fait — de se prononcer en première ligne sur le principe du front unique, l'accord sur le principe étant des plus réalisables. Qui donc, en vérité, pourrait s'y opposer ? Le front prolétarien unique, c'est à quoi tendent les communistes depuis l'inoubliable *Manifeste*. Qu'est-ce que se proposait la première Internationale ? « Elle se proposait, dit Engels, d'unir en une seule et prodigieuse armée la totalité des ouvriers militants d'Europe et d'Amérique. » Autrement dit, n'est-il pas vrai, le front prolétarien unique !

Le front unique, on le voit, a de qui tenir !

Le principe même étant admis, rien n'était plus légitime que de faire valoir les difficultés d'exécution. Pour les communistes français, il y en a trois particulièrement frappantes. D'abord, la faiblesse numérique du parti dissident, dont les quarante mille membres ne méritent pas, au dire de certains camarades, qu'on leur fasse l'honneur de traiter avec eux sur un pied d'égalité. Ensuite, la désagrégation rapide à laquelle est en proie la vieille C. G. T., qui pourrait bien d'ici peu n'être plus qu'une carcasse dérisoire. Enfin, et surtout, le fait — signalé à la fois par Frossard et par Loriot — que notre tout jeune Parti manque de l'armement doctrinal qui lui permettrait de manœuvrer sans danger. Un parti dont la culture théorique est très forte peut, sans risquer ni de s'égarer ni de déroger, se départir de ce qu'on nomme communément l'intransigeance. Il n'en est pas de même d'un parti comme le nôtre, dont la conscience communiste manque encore de maturité : l'isolement devient pour lui comme une garantie d'existence ; plus il est isolé, plus il a chance de rester fort !

Je ne discute pas, bien entendu, ces trois ordres d'objections au front unique. L'occasion de le faire m'en sera donnée tôt ou tard. Je rappelle simplement que le débat suit son cours, la parole étant à tous ceux qui, partisans ou adversaires, ont véritablement quelque chose à dire.

Amédée DUNOIS.

VIENT DE PARAITRE

ET SADOUL?

par PAUL VAILLANT-COUTURIER

Une brochure, 24 pages..... 0 40

En vente à la librairie de l' « Humanité ».

Pour le Front Unique

— Ainsi que nous l'avons annoncé la controverse est ouverte sur la tactique du front unique. Nous publions aujourd'hui un article du camarade Treint favorable au front unique.

I. — Historique

Au cours l'année 1921, est née dans plusieurs sections de l'Internationale une tactique nouvelle. Instinctivement employée tout d'abord, elle fut clairement formulée dans les décisions de 3e Congrès de Moscou et elle tend aujourd'hui à la systématisation sous le nom de *Front prolétarien unique.*

Au début de l'an dernier, le Parti allemand adressait à toutes les organisations la fameuse *Lettre ouverte* pour les convier à une action commune de tout le prolétariat. Plus tard, le Parti italien, écartant le Parti serratiste, cherchait à établir l'unité de front *avec les organisations syndicales seulement.*

Entre temps avait lieu à Moscou le Congrès communiste mondial. La thèse sur l'organisation des Partis Communistes disait dans son paragraphe 34 :

« Si le P. C. est obligé d'essayer de prendre en mains la direction des mesures à un moment où les antagonismes politiques et économiques sont surexcités et provoquent de nouveaux mouvements et de nouvelles luttes, on peut renoncer à établir des revendications particulières et adresser des appels simples et concis, directement aux membres des partis socialistes et des syndicats, les invitant à ne point éviter les luttes nécessaires contre les entrepreneurs, même en dépit des conseils de leurs chefs bureaucrates, étant données la misère et l'oppression croissantes et afin de n'être pas poussés à la perte et à la ruine complète. Les organes du Parti et surtout les quotidiens doivent chaque jour démontrer et souligner pendant ce mouvement que les communistes sont prêts à participer en chefs aux luttes actuelles ou proches des prolétaires réduits à la misère et qu'ils accourront au secours de tous les opprimés dès que cela leur sera possible dans la situation tendue actuelle. Il faudra prouver quotidiennement que le prolétariat ne saurait plus continuer à subsister sans ces luttes et que, néanmoins, les anciennes organisations cherchent à les éviter et à les empêcher. »

Enfin ces derniers mois, il fut question dans le Parti allemand, avec des garanties et sur un programme précis comportant l'armement du peuple, de proposer aux majoritaires et aux indépendants la formation avec les communistes d'un gouvernement purement ouvrier. Dans l'esprit des camarades allemands cette offre était faite pour mettre au pied du mur et démasquer les majoritaires engagés à fond dans les combinaisons de Wirth et de Rathenau.

Sans vouloir juger sommairement des choses d'Allemagne, il apparaît que la formule tactique du front unique, si elle n'est pas très clairement précisée peut aboutir à des déviations dangereuses ou ne pas être comprise par certaines parties des masses ouvrières.

Aussi, je salue avec joie la convocation par l'Exécutif d'une Conférence des partis affiliés à l'effet d'étudier en premier lieu la question du front prolétarien unique.

II. — Front unique et Parti français

Le Parti français pour diverses raisons a eu jusqu'ici une vie internationale peu active. Il ne s'est guère occupé de la question du front unique. De ce problème qui est au premier plan des préoccupations de l'Internationale, les sections et les fédérations n'ont pas été saisies et le Comité directeur de l'an dernier s'est borné à l'audition de quelques camarades retour d'Allemagne.

Dans cette ignorance, un grand nombre de camarades ont identifié la tactique du front unique et le rapprochement immoral avec les dissidents.

Cela explique les applaudissements enthousiastes qui accueillirent à Marseille certaines condamnations sommaires de la tactique de l'unité de front. Cela explique l'hostilité de l'unanimité de la sous-commission de politique générale où je fus seul à défendre le point de vue de l'Internationale.

Il est nécessaire que le Parti soit éclairé. Dès maintenant, sur ce sujet, un large débat doit être ouvert. Il appartient à la direction du Parti de renseigner, de documenter les sections et les fédérations et de faire participer l'Internationale elle-même à cette vaste discussion.

III. — Théorie du front unique

Par la pratique du front unique, les Partis Communistes d'Allemagne et d'Italie ont instinctivement adapté leur tactique de combat à une situation générale nouvelle — nouvelle dans le monde entier. Il est naturel que ce changement dans la situation ait été perçu en premier lieu et avec plus d'acuité dans les pays où le capitalisme se décompose le plus vite et où s'accélère la tension des antagonismes sociaux.

Au 3e Congrès, l'Internationale a clairement défini la nouvelle situation mondiale.

Le capitalisme, après la prospérité factice de guerre, après l'assaut général que lui livrèrent tous les prolétariats en 1919 et en 1920, se voyant, par l'effet de ses crises internes, acculé à la ruine économique, s'est politiquement ressaisi. Il se rend parfaitement compte qu'il ne peut se sauver et tenter de reconstruire le monde selon ses formules de profit qu'en régnant souverainement sur une classe ouvrière complètement asservie.

Le capitalisme est passé partout à l'offensive : lutte contre les 8 heures, lutte pour la réduction des salaires, lutte contre l'existence des organisations ouvrières elles-mêmes, à coups de mesures administratives ou de représailles patronales en France, à coups de fusils et de mitrailleuses en Allemagne et en Italie.

Mais c'est là une offensive desesperée. Si elle ne

réussit pas, si le prolétariat reste sur ses positions, c'est la faillite du capitalisme avec toutes les possibilités révolutionnaires qu'elle comporte.

Le prolétariat, lui, est passé à la défensive. Menacé dans ses besoins les plus immédiats, il tend à se défendre pour ainsi dire biologiquement. Il est apte à marcher dans sa totalité pour des mots d'ordre concrets, pour des réformes précises ou même pour la simple conservation de son niveau actuel de vie.

Il est facile, dans la situation actuelle, de réaliser l'unité de front prolétarien *pour des actions déterminées et sur des mots d'ordre précis.*

Et cela crée pour les communistes des possibilités de travailler davantage pour la révolution.

Autrefois, les communistes prêchaient la prise du pouvoir politique et appelaient les prolétaires à la bataille définitive. Ils n'étaient suivis que par la fraction la plus avancée du prolétariat.

Les réformistes illusionnaient une partie notable des masses en appelant les travailleurs à lutter pour des revendications limitées et compatibles avec l'existence du régime capitaliste.

Il y avait dissociation de la réforme et de la révolution.

Aujourd'hui, si le prolétariat résiste victorieusement sur le front des 8 heures et de la conservation des salaires, la situation économique du monde est telle que le régime capitaliste saute.

Il y a coïncidence entre la réforme et la révolution ; la réforme est un équivalent pratique de la révolution.

Cela permet aux communistes, sans rien abandonner de leur volonté révolutionnaire, d'appeler le prolétariat à lutter pour des buts concrets et immédiats et par là d'entraîner au combat derrière eux toute la classe ouvrière.

Et dans cette situation, les réformistes prennent leur véritable figure : celle de contre-révolutionnaires.

La réforme équivaut si bien à la Révolution, que les soi-disant réformistes, par peur de la révolution, abandonnent le terrain même des réformes. Ils se refusent au combat défensif du prolétariat. Ou s'ils parlent de réformes, c'est contre les ouvriers et pour la bourgeoisie. Les majoritaires de la C. G. T. n'ont-ils pas pris parti en faveur de l'impôt sur les salaires ?

Nos pseudo-réformistes font du réformisme à rebours, du rétro-réformisme, en un mot de la contre-révolution hypocrite.

En appelant le prolétariat à se défendre sur le front unique, il y a pour les communistes des possibilités nouvelles de dénoncer aux masses profondes la trahison des chefs réformistes ou opportunistes qui jusqu'ici les ont égarées.

Ou bien ceux-ci refusent le combat, ou bien, s'ils l'acceptent, on peut être sûr qu'ils trahiront. Dans tous les cas, il y a intérêt pour les communistes à les mettre au pied du mur et à les démasquer.

La tactique du front unique est apparue si redoutable aux chefs social-majoritaires d'Allemagne qu'ils ont lancé à leurs organisations le mot d'ordre d'isoler les communistes. Inutile de dire que, malgré les chefs, de nombreuses organisations indépendantes et majoritaires locales ont répondu à l'appel des communistes et qu'ainsi, peu à peu, les masses, jusque-là égarées, se libèrent de l'emprise des vieilles organisations.

On voit par là combien se trompent ceux qui voient dans la tactique du front unique un pas vers le rapprochement avec les chefs dissidents ou vers le retour à l'ancienne unité.

Se rapprocher, oui. Pour des actions déterminées et sur des mots d'ordre précis. Se rapprocher, oui, mais pour se quereller avec les chefs opportunistes et réformistes, et pour que, dans la querelle, les masses donnent raison au communisme.

Notre intransigeance doctrinale ne doit pas s'enfermer dans le rêve, la spéculation pure, le journalisme ou le meeting. Nous devons transporter notre intransigeance doctrinale dans toutes les luttes, dans toutes les réunions de travailleurs où se préparent les luttes, dans les entrailles mêmes du réel pour le féconder.

Notre parti n'a guère été jusqu'ici qu'un parti de propagande communiste. Il doit devenir un parti d'actions communistes. Par nos démonstrations théoriques, nous avons atteint les mêmes auditeurs de réunions publiques, les mêmes lecteurs de journaux, le même public de convaincus et de sympathisants.

Dans des luttes auxquelles participera le dernier ouvrier, le plus éloigné de nos doctrines, nous ferons l'éducation par l'action de tout le prolétariat. Nous accompagnerons nos démonstrations théoriques, à retentissement limité, de la preuve expérimentale de la trahison opportuniste et réformiste, preuve que chaque travailleur pourra tirer de sa propre expérience.

En résumé, le front unique c'est, pour atteindre l'objectif révolutionnaire, la tactique indirecte substituée à la tactique directe ; c'est la lutte du prolétariat entier pour la réforme révolutionnaire substituée à la lutte d'une avant-garde d'élite pour la révolution totale ; c'est, enfin, la preuve expérimentale accompagnant la démonstration théorique dirigée contre l'illusionnisme des Longuet, des Blum et des Jouhaux.

IV. — Utiles précautions

La tactique du front unique étant ainsi nettement définie dans son essence, dans son objet et dans ses rapports avec la situation mondiale, il est nécessaire d'en déterminer les modalités d'application, selon les pays et selon les situations.

Naturellement comme il arrive chaque fois qu'on s'applique au réel c'est-à-dire au complexe, pour le transformer, il est impossible de prévoir tous les cas qui peuvent se présenter.

Les modalités d'application varieront selon que le Parti Communiste rassemble la majorité ou la minorité des prolétaires politiquement organisés ; selon la puissance d'entraînement des partis ouvriers en présence ; selon la situation syndicale ; selon qu'il y a ou non scission syndicale et selon la pureté des partis communistes intéressés.

Une fois adoptée en France la tactique du front unique devra être examinée dans le détail de son fonctionnement en tenant compte de tous ces éléments de la réalité complexe et mouvante. Elle devra être l'objet d'une surveillance constante et vigilante des communistes les plus zélés et les plus avertis.

Quelques règles simples peuvent néanmoins

être tracées pour guider l'examen des cas particuliers qui peuvent se présenter.

D'abord, en aucun cas, la tactique du front unique ne devra permettre aux chefs disqualifiés devant la majeure partie de l'opinion ouvrière de redorer leur blason.

Ensuite, le front unique ne pourra être réalisé qu'avec des organisations exerçant encore une influence certaine sur des masses égarées et qu'il est impossible d'atteindre autrement avec facilité.

Enfin la participation à des actions communes et limitées doit être accompagnée de la critique communiste la plus sévère et la plus juste de l'activité des chefs qu'il importe de démasquer.

Toute action du prolétariat sur un front unique qui n'aboutit pas à augmenter ou à renforcer l'influence communiste est une action mal conduite. Les communistes doivent l'examiner soit pour en tirer des leçons d'avenir, soit pour prendre les sanctions nécessaires contre les camarades incapables ou traitres.

V. — Conclusions

Sans retard le Parti français doit mettre à l'ordre du jour de toutes ses réunions l'examen du problème du front prolétarien.

Cette étude doit être abordée sans idée préconçue. Beaucoup de camarades ont donné une adhésion sentimentale à la IIIe Internationale et sont plus enclins à l'intransigeance verbale et stérile qu'au maniement de la dialectique marxiste, pourtant si féconde. Il importe que tous ceux qui ont une culture doctrinale solide luttent partout autour d'eux pour que tous les militants disciplinent intellectuellement leurs colères, leurs révoltes et leurs aspirations révolutionnaires.

Il ne faut pas permettre à l'opportunisme de droite de s'enfermer dans la tour d'ivoire d'une intransigeance feinte pour se donner des airs trompeurs d'extrême-gauche.

Il faut surtout marquer un péril certain, Là où le vieil esprit opportuniste n'a pas été suffisamment éliminé de nos organisations communistes, la tactique du front unique est dangereuse.

En permettant dans l'action commune le rapprochement des dissidents de l'extérieur et des dissidents de l'intérieur, elle peut favoriser pour tous ceux qui en ont la nostalgie, le retour à l'unité impuissante et contradictoire d'autrefois.

Loin de constituer une tentative de retour à l'unité, la tactique du front unique n'est possible, désirable, efficace, que dans la mesure ou la scission nette, définitive, irrévocable d'avec les centristes et les opportunistes a véritablement abouti à la formation d'un pur Parti communiste.

Seulement alors la critique communiste des luttes entreprises peut en arrachant les travailleurs à l'emprise des vieilles organisations, les amener dans la zone d'attraction du Parti ; seulement alors l'influence croissante du prolétariat permettra de terminer la lutte contre la bourgeoisie par la victoire de la classe ouvrière.

Albert TREINT.

La Semaine Politique

Le cabinet Poincaré

Lorsque le cabinet Briand se présenta il y a un an devant la Chambre, la déclaration ministérielle annonçait, selon les rites, les plus pompeuses et les plus vulgaires promesses. La France allait exiger de l'Allemagne son dû, tout son dû. Le maintien de ses alliances n'en serait pas moins pour elle une préoccupation primordiale. Sa politique financière devait être dominée par un fanatisme d'ordre et d'économie. Sa politique intérieure s'accommoderait de la présence à Paris d'un envoyé du Vatican... et du maintien des lois laïques. Quant à la reprise des relations avec la Russie, bien entendu il n'y fallait pas songer.

Le cabinet Poincaré se présente devant la Chambre. La déclaration ministérielle annonce, selon les rites, les plus pompeuses et les plus vulgaires promesses. La France va exiger de l'Allemagne son dû, tout son dû... :

Ce serait la plus scandaleuse des iniquités si un pays qui a eu à subir une agression sans excuse, et dont dix départements ont été ravagés par l'invasion, devait, après la victoire, relever à ses frais les ruines qu'une guerre de quatre années a amoncelées sur son territoire et faire supporter par ses contribuables le service régulier des pensions ou allocations dues aux victimes de la guerre : aux veuves, aux orphelins, aux réformés, aux mutilés, aux familles des civils fusillés par l'ennemi.

...Le maintien des alliances n'en sera pas moins une préoccupation primordiale du gouvernement :

Nous nous efforcerons de nous mettre loyalement d'accord avec nos alliés. Nous reprendrons l'examen des affaires qui ont paru créer des malentendus passagers et nous tâcherons de les régler sans délai.

...La politique financière sera dominée par un fanatisme d'ordre et d'économie.

L'heureuse disparition des douzièmes provisoires, en facilitant au cabinet la préparation du budget de 1923, lui impose le devoir d'y introduire les réformes que nous commande notre situation financière : remise en ordre d'une compatibilité que la guerre a troublé, améliorations nécessaires dans l'assiette et la perception des impôts, économies sincères, recherchées surtout dans des simplifications durables et dans une décentralisation rationnelle des services publics.

...La politique intérieure s'accommodera de

la présence à Paris d'un envoyé du Vatican et du maintien « des lois de la République ».

Quant à la reprise des relations avec la Russie, il faut qu'on le veuille ou non, y songer. Mais on fera tout, bien entendu, pour écarter une éventualité aussi fâcheuse :

Les invitations pour la conférence de Gênes ont été lancées par les puissances alliées. Nous insisterons pour que les conditions déterminées dans le protocole de Cannes soient acceptées ou refusées par les délégués avant toute discussion et pour qu'aucune des stipulations des traités ne puisse être, même indirectement, débattue par la conférence. *Faute de garanties précises à cen endroit, nous serions forcés de reprendre notre liberté d'action.*

Abstraction faite du ton rogue de la déclaration lue par M. Poincaré, on y retrouve, en politique extérieure et intérieure, non seulement toutes les promesses contradictoires de la déclaration lue il y a un an par M. Briand, mais les promesses des cabinets Millerand et Leygues. On a vu, dans un récent numéro du *Bulletin Communiste*, comment cet essai de conciliation des contradictoires, condamné *a priori*, a, en fait, lourdement avorté. Le maintien des alliances, particulièrement de l'alliance britannique, est incompatible avec l'exécution des clauses financières du traité, toute la vie du commerce anglais étant liée à la modification radicale de ces clauses. Le relèvement des finances de la bourgeoisie n'est possible, étant donnée sa politique fiscale, que par l'application stricte de ces clauses ; et ces clauses pratiquement, s'affirment inexécutables. La reprise des relations avec le Vatican coïncide, comme par hasard, avec les prodromes d'une offensive de grand style contre l'école bourgeoise laïque, caractérisés par de premiers essais de R. P. scolaire et par des demandes de suppression d'écoles. La politique des gouvernements qui se sont succédé depuis l'armistice n'est pas plus heureuse vis-à-vis de la Russie : il faudra céder, sous la pression européenne et reprendre avec la grande République socialiste les relations politiques et économiques.

Comme les cabinets qui l'ont précédé, le cabinet Poincaré est donc logiquement et pratiquement condamné à l'impuissance et à la défaite. Il ne conciliera pas les politiques inconciliables de la bourgeoisie anglaise et française. Il n'encaissera pas un mark de plus que Millerand, Leygues et Briand. Il ne résoudra pas le problème financier. Il n'empêchera pas la rentrée officielle de la Russie dans la politique mondiale.

***

Seulement, il est des gens qui font peu et qui coûtent peu ; il en est d'autres qui, pour n'aboutir à rien, coûtent bien davantage... Constatons que les prédécesseurs de M. Poincaré n'ont certes enregistré qu'un minimum de frais. La réprobation européenne, l'at-n'ont procédé, en somme, qu'avec un minimu de frais. La réprobation européenne, l'attitude des jeunes gens de la classe 19, ont empêché, dans une mesure appréciable, le cabinet Briand de persister dans la politique de la casse. Cahin caha, l'alliance anglaise a été provisoirement maintenue. La France bourgeoise n'a pas rompu avec l'Europe. L'expérience d'un ministère pacifiste, plein de bonne volonté, n'a pas été rendue impossible en Allemagne. Cette politique n'a sans doute rapporté à la France bourgeoise aucun des avantages qu'elle se promettait de tirer du traité. Mais elle ne lui a coûté guère plus qu'elle ne lui a valu.

Un essai obstiné d'exécution d'un traité inexécutable pourrait lui coûter autrement cher. Et c'est ce qui est à craindre avec le « Président rageur et têtu » dénoncé jadis par Jaurès. Si sa déclaration ne contient aucune nouveauté fascinante, le ton de cette Déclaration justifie les appréhensions les plus graves. C'est, dans la plupart de ses parties, une âpre récrimination contre l'Allemagne. Un esprit agressif et annexionniste prend à peine le soin de s'y contraindre : l'annonce que les délais d'évacuation de la rive gauche du Rhin n'ont pas encore commencé de courir est tout à fait édifiante. Une telle politique va brouiller — pour des résultats nuls — l'Europe avec le gouvernement français. Déjà des critiques menaçantes lui sont adressées d'Angleterre. L'officieux *Observer*, d'accord avec la plupart des grands journaux d'outre-Manche, déclare que jamais un gouvernement britannique n'acceptera des prétentions aussi extravagantes.

Autre indice grave : M. Poincaré se refuse à continuer la politique des Conférences. Cette diplomatie mi-publique ne lui agrée pas. Il veut revenir aux pratiques éprouvées et glorieuses de 1914 et de 1917. Des conversations « par la voie diplomatique ordinaire » peuvent suffire à peu près à tout.

La réplique est venue, immédiate, de Londres. M. Lloyd George a rudement riposté que seuls avaient peur des conférences les hommes étrangers aux réalités. « Tous ceux, a-t-il dit, qui désirent anxieusement la paix doivent avoir le courage de s'engager dans la seule voie qui mène à la paix, et ils devraient être en faveur des discussions publiques. »

Il est facile de prédire le sort qu'un manager tel que M. Poincaré réserve au pacte de garantie franco-anglais élaboré à Cannes. M. Poincaré veut régler au préalable les questions litigieuses : accord d'Angora, question des sous-marins. C'est seulement quand une entente sera intervenue sur ces sujets brûlants

que notre Premier trouvera l'atmosphère favorable à de plus vastes projets. Voilà qui nous reporte assez loin. Quand le moment viendra, Lloyd George, Poincaré — ou la France, seront morts.

***

Le gouvernement français semble manifester un égal empressement à se rendre à la Conférence de Gênes. Sans doute, il fera le voyage. Mais il prévoit sans peur l'hypothèse d'un retour précipité et solitaire. Ce serait donc, dans quelques semaines, la rupture de fait avec l'Europe.

Comme les héros macabres de Bürger, M. Poincaré va vite.

***

...Et M. Poincaré a accepté le moratorium.

Ce qui nous reconduit doucement à nos prémisses. Avec cet homme, la bourgeoisie ne fera pas rentrer un mark-or de plus. Elle n'a aucun bénéfice à attendre. Elle a des risques terribles à redouter.

La résolution Mac Cormik

L'avènement de M. Poincaré aura eu dès les premières heures un retentissement très significatif aux Etats-Unis. Il coïncide avec le dépôt d'un projet de résolution présenté par le sénateur Mac Cormick. Curieux projet, qui montre bien comment la France militariste et dant les quatorze derniers mois, la même dans les milieux « républicains » transatlantiques dont on exaltait hier encore les sympathies françaises.

La résolution Mac Cormick invite le gouvernement à renseigner le Sénat sur les revenus, les dépenses et le déficit des Etats européens. Elle demande de porter à la connaissance du Sénat les dépenses militaires de chaque pays. L'augmentation de la dette française depuis l'armistice et le maintien par la France d'effectifs considérables sous les armes suggèrent au sénateur Mac Cormick la constatation suivante :

« Si la politique française a graduellement isolé la France de ses alliés européens pendant les quatorze derniers mois, écrit-il, la politique a stupéfié et désillusionné le peuple peuple des Etats-Unis pendant les dernières semaines. »

Si l'on veut bien se rappeler que le réactionnaire *Morning Post* annonçait il y a quelques jours une initiative semblable à celle du sénateur Mac Cormick de la part du ministre Hoover, on se rendra compte des frais auxquels peut entraîner à brève échéance la politique du cabinet Poincaré.

« *Dignité radicale* »

Ils s'étaient réunis boulevard de Strasbourg. Le « Comité exécutif du parti radical et radical-socialiste », les « délégués » des fédérations départementales, les parlementaires, tous étaient là au grand complet. Une autre assemblée, à peine moins solennelle, avait tenu ses assises une semaine auparavant pour délibérer sur le même objet : l'attitude du « Parti » devant le nouveau ministère. Des décisions formelles avaient été prises. Aucun ministre radical ne devait entrer dans la combinaison. On sait ce qu'il advint... Le cabinet Poincaré compte quatre ministres radicaux

Mercredi dernier, il fallait prendre une décision sur l'attitude des députés et sénateurs vis-à-vis du cabinet. Allait-on être plus heureux avec les simples parlementaires qu'avec les Excellences fraîchement galonnées ? Quelqu'un demanda de leur donner un ordre ferme. L'ordre était d'ailleurs... de s'abstenir lors du scrutin du lendemain.

Mais M. Herriot intervint aussitôt. Un ordre à des parlementaires ? « La dignité d'un élu radical ne saurait s'accommoder d'une sorte de mandat impératif », déclara le Président du parti.

Et le lendemain, 23 élus radicaux votaient pour le ministère.

...Le Parti Communiste est *le seul parti* dont la représentation parlementaire soit subordonnée à une doctrine, à une politique, à un programme — et non pas à des intérêts ou à des fantaisies. Tant il est vrai que le Parti Communiste est le seul parti, qui, par son idéal que comme par sa structure, puisse donner à la Démocratie tous les apaisements.

C.-E. LABROUSSE.

LE NUMÉRO 20 DE

« L'Avant-Garde »

OUVRIÈRE ET COMMUNISTE

qui vient de paraître est tout entier consacré à

Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg

Il contient de remarquables études et de vigoureux articles sur la vie et l'œuvre des deux disparus.

Le numéro : 25 centimes.

Abonnements : un an, 6 francs ; 6 mois, 3 francs ; 3 mois, 1 fr. 50. — Chèque postal : 209-61.

La Semaine Internationale

La politique Lloyd George - Poincaré

En se présentant devant les Chambres, M. Poincaré avait dans sa déclaration ministérielle et dans son discours, pris position contre les théories de M. Lloyd George.

Sa critique des conférences en général, ses réserves sur la participation française à Cannes, ses objections au pacte proposé constituaient une critique directe de la politique anglaise.

M. Lloyd George a répondu par un discours d'un ton plus vif encore.

Il a fait l'apologie du système des conférences internationales. Il a même déclaré qu'en juillet 1914 une conférence aurait empêché la guerre, ce qui est une exagération évidente car la guerre résultant naturellement du jeu de la société capitaliste et les conférences n'étant qu'une forme de la diplomatie capitaliste il est contradictoire de penser que les unes peuvent supprimer l'autre. On pourrait même prétendre avec plus de raison que les nombreuses conférences internationales qui ont précédé la guerre faisaient partie intégrante de la préparation de cette dernière.

Mais M. Lloyd George a marqué d'un trait juste le caractère de son antagoniste quand il a parlé de la crainte des responsabilités et de la méconnaissance de la réalité.

Porté au pouvoir pour y pratiquer une politique d'isolement qui entraînera la bourgeoisie française vers une catastrophe plus rapide que l'évolution normale ne le laissait entrevoir, M. Poincaré dès les premiers jours, entoure la pratique de sa dangereuse méthode de toutes les précautions de chicane que peut lui suggérer sa vieille habitude de la procédure.

Il met dans une même enveloppe cinq notes adressées au *Foreign Office*. Les unes discutent le Pacte de garantie proposé par l'Angleterre, les autres préparent un prétexte pour éviter la Conférence de Gênes.

Ce que M. Poincaré veut faire du Pacte de garantie c'est une alliance franco-anglaise. Et toute l'Angleterre est hostile à un engagement de cette espèce.

L'alliance française paraît d'ailleurs peu recherchée à l'heure présente. La Belgique avait en 1920 signé une convention militaire qui ressemblait à une alliance. A l'instigation de Londres le gouvernement de Bruxelles cherche à desserrer les liens qu'il avait ainsi noués et à transformer la Convention militaire en un pacte anodin.

Le ton du discours de M. Lloyd George permet de prévoir quelles seront les notes anglaises qui répondront aux françaises. Nous allons pendant quelque temps revivre les jours où à l'occasion de la Haute-Silésie les Premiers ministres anglais et français polémiquaient à coups de notes et de discours. Mais il y a cette fois une raison pour que cela tourne plus mal et cette raison c'est la personnalité de M. Poincaré.

La crise intérieure allemande

Encore qu'elle ait obtenu un moratorium provisoire, l'Allemagne cherche des ressources pour payer les Alliés. La bourgeoisie allemande veut que les charges financières retombent intégralement sur le prolétariat. Sous la pression des communistes qui ont lancé le mot d'ordre « toutes les charges de la guerre sur la bourgeoisie » les indépendants et une petite fraction des majoritaires essaient d'obtenir que les capitalistes supportent une part du fardeau. Les partis bourgeois se sont coalisés pour limiter leurs sacrifices à un minimum proche de zéro. Les ouvriers sans distinction de tendances sont hostiles au compromis proposé par les partis bourgeois. Aussi Lœbe, président du Reichstag et social-démocrate de droite notoire, s'est efforcé parlant aux ouvriers de leur faire admettre la « nécessité » d'accepter les conditions des capitalistes.

Il est pourtant possible que la pression de l'opinion ouvrière parvienne à faire hésiter les majoritaires et dans ce cas le cabinet Wirth verrait sa majorité se disloquer.

La bourgeoisie allemande subit une crise politique profonde. Incapable de sacrifices, comme toutes les bourgeoisies elle voit s'approcher le jour où le peuple trouvera insupportable le fardeau qu'elle ne cesse d'accroître.

Les attaques contre la Russie

La Finlande continue à protéger les bandes d'aventuriers qu'elle a lancées contre la Russie en Carélie. L'*Humanité* a indiqué l'appui matériel que la France donne au gouvernement d'Helsingfors.

Ce dernier a tenté d'entraîner la Pologne dans le conflit. Mais en 1922, Varsovie semble moins disposée à faire la guerre aux Soviets pour le compte de Paris.

La sagesse a soufflé sur le Belvédère. M. Skirmunt, ministre des Affaires étrangères de Pologne, a déclaré que son gouvernement voulait contribuer au relèvement économique de la Russie et que les pourparlers russo-polonais allaient bientôt aboutir à une entente économique.

Mais la Finlande peut faire un mal considérable aux populations russes, surtout si elle continue à recevoir de Paris de nombreux avions de bombardement. Cela ne changera pas le résultat final. Comme l'a dit Trotsky : « Si les Finlandais veulent marcher sur Pétrograd, ils verront que le chemin de Pétrograd à Helsingfors est plus court que le chemin inverse ».

Mais n'est-il pas vrai que le gouvernement français serait mieux inspiré en mettant à la disposition de Nansen, pour les affamés russes, les millions qu'il dépense pour permettre aux Finlandais d'assassiner les Carélens.

Ce serait même plus avantageux pour les intérêts du capitalisme français. Mais il y a déjà longtemps que ce dernier a montré son incompréhension totale de ces intérêts mêmes...

Et c'est la plus belle carte de la Révolution que cette impuissance des dirigeants à savoir où ils doivent aller.

Robert PELLETIER.

AU SECOURS DE LA RUSSIE

Le camarade Kalinine, président du Comité Exécutif Panrusse des Soviets, a récemment publié cet appel en faveur des affamés, adressé aux travailleurs russes. Nous pensons que ce document sobre et précis merite d'être placé sous les yeux des travailleurs français.

Chaque semaine ajoute au nombre des affamés. Chaque jour ajoute à leur souffrance. La famine est une menace de mort immédiate suspendue sur les têtes de 22 millions de paysans de la République des Soviets.

La famine menace de mort les paysans qui se sont battus contre Koltchak, qui ont donné leurs fils pour combattre Denikine et Wrangel, qui ont en 1919 et 1920 donné leur blé pour nourrir l'armée rouge et le prolétariat de la Russie Centrale.

La famine tourmente et tue ceux dont l'effort doit nous donner le blé, ceux sans l'effort fécond desquels on ne peut concevoir le bien-être de tous les autres qu'ils soient ouvriers ou paysans.

La famine dans la région de la Volga, ce n'est pas seulement la mort de millions d'êtres humains, c'est aussi la transformation en désert de millions d'hectares de terres naguère fertiles, ensablées et envahies par les mauvaises herbes ; c'est encore la destruction des troupeaux et des pâturages, seule richesse des Kirghiz, des Kalmouks, des Bachkirs. Pour longtemps encore elle prive nos usines des graisses, du cuir et de diverses autres matières premières.

D'immenses espaces de terres fertiles, couverts de villages, de gros bourgs, de villes entières et qui donnaient à la Russie tant pour sa consommation que pour l'échange des richesses inappréciables, risquent de se transformer en désert.

Toutes les pertes que subissent du fait de la famine les forces productrices de la République des Soviets diminuent d'autant sa puissance.

Ouvriers et paysans, nous qui avons recueilli l'héritage funeste de la noblesse et de la bourgeoisie, et qui en avons reçu la tradition des famines périodiques, laisserons-nous mourir de faim des millions d'hommes, laisserons-nous la terre fertile devenir un désert ?

Non. Mille fois non !

La famine servait autrefois les desseins des ennemis des travailleurs. Elle permettait au propriétaire foncier de mieux asservir le paysan ; au manufacturier elle procurait une main-d'œuvre à bon marché ; aux gros paysans elle donnait l'occasion de racheter à vil prix l'inventaire des petits agriculteurs ruinés...

La famine était autrefois un moyen d'intensifier l'exploitation.

Mais l'Etat ouvrier et paysan souffre autant de cette calamité que les populations affamées elles-mêmes.

Laisserons-nous mourir tout un pays, disparaître des peuples entiers ?

Non. Mille fois non ! répondra le pays russe. Déjà les ouvriers russes donnent, chaque jour, régulièrement, une part de leur salaire et de leur maigre ration aux affamés. Déjà les ouvriers hospitalisent partout avec leurs propres ressources, les enfants des affamés. Déjà toutes les institutions soviétistes donnent aux affamés tout ce qu'elles peuvent ; déjà les particuliers sont contraints par l'Etat de contribuer eux aussi à l'œuvre des secours.

Calculée à la valeur de l'or, l'aide que les affamés ont ainsi reçue se monterait à plus de cent millions de roubles or !

Pour notre République ruinée et dévastée c'est une somme énorme. Et cette somme est pourtant tout à fait insuffisante. Car il faudrait plus que cette somme rien que pour payer les semences d'automne et les semences du printemps nécessaires aux régions affamées. Et si l'on tient compte des sommes nécessaires pour nourrir leurs populations, on obtient un chiffre qui dépasse horriblement nos possibilités.

C'est pourquoi le gouvernement des Soviets ne pourra pas même, quels que soient les efforts, fournir la moitié de ce qu'il faut pour le salut des régions affamées.

Pour les secourir l'action quotidienne, permanente de tous les travailleurs du pays est rigoureusement indispensable. Les ruines économiques qui s'amoncèlent sont effroyables, comme les souffrances des affamés. Un fléau s'est abattu sur notre peuple.

L'action, l'effort de secours, la tension des volontés dans la lutte contre ce fléau doivent lui être proportionnés. A l'aide ! nous adressons cet appel à tous ceux qui ont encore au cœur une étincelle d'humanité. A l'aide pour les affamés.

KALININE.

CEUX QUI S'EN VONT

Joseph Petrovitch Goldenberg
(Mechkocski)

Vers 1890, le « Groupe de l'Affranchissement du Travail » à l'étranger se trouva dans la nécessité d'élargir ses cadres, d'établir des relations plus étroites et plus continues avec le mouvement ouvrier de Russie, de passer du labeur purement théorique à la formation pratique des cadres du parti ouvrier. L'épreuve était rude. G.-V. Plekhanov et ses collaborateurs du groupe plaçaient au-dessus de tout la préparation théorique, la profonde pénétration de la doctrine marxiste, l'art de défendre les thèses fondamentales de la doctrine de Marx parmi les influences petites-bourgeoises, nationalistes et intellectuelles-anarchistes prédominant dans le milieu révolutionnaire russe de leur temps.

J.-P. Goldenberg fut attiré l'un des premiers par l'activité du « Groupe de l'Affranchissement du Travail ». Il quitta la Russie afin d'étudier le mouvement ouvrier de l'Europe occidentale, se mit promptement en relations avec les groupes ouvriers de France et de Belgique, adhéra aux marxistes et se distingua bientôt comme un protagoniste émérite de la doctrine de Marx.

La méthode de Plekhanov se justifia pleinement. Dès le début de 1890 la classe intellectuelle russe subit toute une longue série de transformations avec une rapidité cinématographique. A l'époque de l'engouement clandestin et superficiel pour le marxisme succéda une époque de « critique » tout aussi superficielle. Il fut de mode d'élaborer des « amendements » de toute sorte à Marx, amendement de Bernstein, inspirés de Nietzche, de Kant, de Mach. Se couvrant de ces « amendements », les « marxistes » passaient en troupes aux libéraux. Au milieu de ces hésitations, Joseph Pétrovitch était l'un des rares demeurés inébranlablement fidèles à la doctrine révolutionnaire de Marx. Son « levain » marxiste résistait à toutes les séductions des intellectuels . Il se plaisait à répéter qu'il était et demeurait le disciple de Plekhanov, du Plekhanov de 1890, marxiste militant, luttant contre tout écart de la théorie du socialisme scientifique.

Pendant l'été de 1905, le centre bolchevik rassembla ses forces pour le coup qui se préparait contre la monarchie des Romanov. Des combats décisifs de masses étaient immiments. Les intellectuels « marxistes » rééduqués à l'avance fuyaient chez les mencheviks et les libéraux. L'état-major des bolcheviks demandait du renfort. On décida alors de faire venir Joseph Petrovitch de Saratov. Il répondit imédiatemment à l'appel et, à partir de ce moment, participa à la première révolution de concert avec le groupe fondamental des bolcheviks. Au cours de ces journées de lutte, le Parti eut en sa personne un politicien avisé, un travailleur infatigable, un représentant inspirant le respect général. Joseph Petrovitch faisait invariablement partie des rédactions de toutes les publications bolchevistes, était membre du Comité Central du Parti, le représentait continuellement à toutes les conférences avec les autres partis, avec les unions de sans-parti, etc. Calme, réfléchi, maître de sa parole et de sa plume, Joseph Petrovitch était à cette époque membre permanent du « Conseil de guerre » des bolcheviks. Il savait brillamment exposer et défendre notre idéal et notre tactique aussi bien dans les réunions ouvrières que dans les conférences de partis, en une vive proclamation ou en un tranquille article de journal ou de revue.

Dès ses premières interventions en faveur des bolcheviks, Plekhanov lui adressa une lettre pour lui exprimer sa surprise et tenter de l'attirer du côté de sa tactique opportuniste. Joseph Petrovitch n'estimait pas seulement Plekhanov en tant que théoricien, il l'aimait aussi comme son maître. Mais il répondit à sa lettre en lui rappelant d'une façon mordante et rude que le bolchevisme n'est que l'application de la doctrine révolutionnaire de Plekhanov lui-même aux conditions de la révolution russe de 1905-1906 — et il passa outre.

La réaction arriva. Joseph Petrovitch se trouva parmi les rares échappés des mains de Stolypine-le-pendeur. Il demeura à son poste. Forcé de conspirer sans relâche, il était resté à Pétersbourg l'homme de confiance de l'organisation bolcheviste, correspondait avec l'étranger, se rendit plusieurs fois à la conférence du Parti et avait été chargé par le Comité Central de tenir entre ses mains les fils du travail légal du Parti. Bien entendu, en fin de compte il perdit, fut arrêté et déporté. Le lien immédiat avec le Parti fut brisé.

La guerre éclata. Il n'arriva pas à résoudre les questions posées par elle. Seul, sans camarades proches et sans liaison directe avec le Parti, il se laissa aller à l'emprise générale qui s'était emparée alors des gens de la 2e Internationale. Il marcha sur les traces de ses anciens maîtres, Plekhanov et Guesde, et s'enlisa avec eux dans la fondrière de la défense nationale.

Lorsque, le 4 avril 1917, à la réunion des bolcheviks et des mencheviks au palais de Tauride, Joseph Petrovitch entendit des lèvres de Lénine, récemment arrivé de l'étranger, un appel à la révolution prolétarienne, à la transformation du massacre impérialiste en un combat de classe du prolétariat et de la bourgeoisie, il ne voulut pas se rendre. Il emprunta à l'arsenal de la 2e Internationale l'arme la plus acérée et tenta de s'en servir pour défendre sa position. « Lénine veut planter l'étendard de Bakounine sur la révolution russe », dit-il dans son discours en réponse au rapport de Lénine. L'arme se trouva être rouillée... Et il sembla que Joseph Petrovitch s'en était rendu compte. Sa foi primitive dans le caractère marxiste de sa position était ébranlée. Une lente revision commença. Il partit pour l'étranger avec une délégation du premier Comité Exécutif Central panrusse. Les plans pacifistes s'étaient écroulés. La révolution prolétarienne avait triomphé en Russie. Le vieux bolchevik sentait douloureusement son éloigneemnt du Parti, du prolétariat, de la révolution. Et, en fin de compte, le bolchevisme eut raison de toutes les hésitations et de tous les doutes. C'est avec un sentiment de joie et de satisfaction que nous lûmes la lettre que Joseph Petrovitch nous adressa de l'étranger et dans laquelle il faisait part de son désir de revenir en Russie et de lutter dans les rangs du Parti Communiste pour le triomphe de notre cause.

Bientôt, il se rendit à Moscou et se heurta du

même coup aux difficultés de la vie moscovite. Après s'être chargé d'un dur labeur, il travailla pendant six mois et mourut, le cœur paralysé, n'ayant pas eu la force de résister à la tâche.

Quelques jours avant sa mort, un groupe de camarades discutait la question du choix d'un camarade que l'on puisse charger d'une affaire importante et pleine de responsabilités, demandant de l'intelligence, du tact, de la fermeté, un dévouement et une discipline absolues. Et tous, sans exception, s'accordèrent à nommer Goldenberg. Maintenant, il est mort. Les « vieux » s'en vont, premiers propagateurs du marxisme parmi les ouvriers russes, premiers constructeurs du parti. Mais ils demeureront pendant de longues années dans la mémoire du prolétariat révolutionnaire russe.

L. KAMENEV.

Vladimir Korolenko

Vladimir Galaktionovitch Korolenko vient de mourir à Poltava (Ukraine) à l'âge de 67 ans. Peu connu à l'étranger, il a cependant été l'un des plus grands écrivains russes de ces trente dernières années et, en un certain sens — le plus noble ! — le successeur de Tolstoï. Comme Tolstoï, Korolenko fut une haute, une lumineuse conscience. Et c'est « une lumière qui vient de s'éteindre », une vie admirable qui vient de s'achever.

Issu d'une famille bourgeoise, dans un pays divisé par de vieilles haines nationales — Ukrainiens, Russes, Polonais, se persécutant depuis des siècles — Korolenko enfant se dégagea de suite, par un effort personnel, de cette atmosphère empoisonnée. A vingt ans il est étudiant à Moscou, à l'école d'agriculture. Avec toute l'ardente jeunesse intellectuelle russe de son temps, il accueille les idées nouvelles, qui sont vagues encore mais qui élèvent puissamment les esprits. A cette époque les étudiants sont déjà à la tête du mouvement émancipateur. Les troubles universitaires se suivent et s'élargissent en dépit des répressions. Korolenko y participe. A 22 ans, les autorités l'exilent à Vologda.

Cet exil qui brise définitivement le cours normal d'une carrière bourgeoise, est une libération. Korolenko ne voulait pas devenir « un intellectuel » comme il y en a tant. Avec l'élite de sa génération il concevait un autre devoir social : aller au peuple, être du peuple soi-même pour travailler à son émancipation. Et Korolenko se fait cordonnier, gagne âprement sa vie du travail de ses mains, vit avec les pauvres gens, leur pareil et leur frère, — mais liseur infatigable, attardé longuement toutes les nuits sur les œuvres de la pensée humaine.

On l'aime, on l'écoute. Il est « très dangereux ». Ses portraits de jeunesse et d'âge mûr nous le montrent toujours avec le même calme et beau visage régulier, barbu, couronné d'une chevelure abondante, d'une expression à la fois grave et pacifique. Il faut se le représenter tel, cordonnier, barbu au regard doux et sûr, à la parole réfléchie en qui mûrissent une érudition de premier ordre, une conscience lucide, un caractère inflexible. Dans la société de l'ancien régime c'était un « étranger » dangereux, tombé d'une autre planète. L'exil à Vologda (puis à Cronstadt) ne parut pas suffire à le mater. En 1879 on l'exile à Viatka. De là en Sibérie. De Sibérie on le renvoie à Perm. De Perm on le renvoie en Sibérie. Toutes les grandes routes de la froide Russie du Nord et de la Sibérie, Korolenko les connaît, pour les avoir suivies à pied — ou dans les attelages sommaires des paysans — avec ses outils, ses livres, ses notes, mince et précieux bagage ! En 1881, il est employé aux chemins de fer, quelque part en Sibérie. A l'avènement du tsar Alexandre III, Korolenko lui refuse le serment de fidélité. Ce geste qui n'a d'autre but et ne peut avoir d'autres conséquences qu'une satisfaction de conscience, lui vaut l'exil le plus dur, au bord de la Léna, dans un désert de glace, chez les Yakoutes. Patient et volontaire, Korolenko vécut quatre ans parmi ces primitifs, partageant leurs travaux, pénétrant leur esprit, apprenant à les aimer.

L'exil lui prit ainsi dix années de sa vie. Le bagne en avait pris autant à Dostoievsky. Du bagne, Dostoievsky rapporta ce livre inoubliable *La Maison des morts*. Korolenko rapporte de Sibérie des notes de voyage, des contes, des récits, des légendes, toute une œuvre variée qu'on pourrait appeler le *Pays des morts* — car la *taiga* (la brousse sibérienne) est une immense prison de neige où les hommes souffrent, mille morts, tenaillés d'une volonté obstinée de résurrection.

C'est au retour d'exil, en 1885, après la publication de son premier conte le *Songe de Makar* que Korolenko devint d'emblée un des grands écrivains russes. La solitude, l'épreuve avaient mûri en lui une âme de poète. Mieux que quiconque, en outre, il connaissait le peuple russe, l'homme russe et la terre russe. Sa langue n'était point livresque, mais vivante, puisée aux sources de la pensée populaire, mais châtiée par un esprit probe, armée de savoir. Aujourd'hui ses livres sont classiques — et le resteront : *En mauvaise société*, la *Forêt bruit*, petit chef-d'œuvre dans la manière du *Pan*, de Knut Hamson, mais avec l'évocation tragique du servage en Ukraine, le *Musicien aveugle*, son œuvre littéraire capitale dont Rosa Luxembourg a donné une

traduction allemande, des *Notes de Sibérie*, des *Contes*.

Toute cette œuvre est profondément sociale. Elle enrichit précisément la littérature russe parce qu'elle n'est en rien « littérature » au sens indigent du mot dans certains milieux intellectuels bourgeois. Korolenko n'écrit ni pour exercer un style d'ailleurs parfait, ni pour pénétrer dans une Académie, ni pour rallier les suffrages des œuvres de la bourgeoisie, des dilettanti ou des névrosés, ni pour vendre beaucoup. Il raconte la souffrance des hommes et leurs pénibles mais sûre ascension vers la lumière intérieure. A partir de 1891 la tâche sociale de l'écrivain l'absorbe tellement que le conteur et le romancier font place, pour longtemps, au publiciste. 1891 c'est l'année de la grande famine. Mais l'ancien régime loin d'appeler le monde civilisé au secours des moujiks affamés, voulut faire sur cette calamité déshonorante, le silence. Korolenko, en des articles qu'on relira plus d'une fois, la fit connaître. Lorsqu'au lendemain de la famine, le choléra fit son apparition, semant une panique invraisemblable parmi les populations, il fallut pour les calmer toute l'autorité morale d'un Korolenko. Et depuis, chaque fois qu'une honte nouvelle révélait au monde la tare de l'ancien régime, chaque fois qu'une injustice ou qu'une infamie était commise, Vladimir Korolenko, élevait sa protestation sobre d'expression, ferme et douce, et persuasive. Dans ses articles qui flétrissent et condamnent pourtant sans rémission, on ne trouvera jamais de violence de langage, d'aucune sorte. Le bon cordonnier de Vologda hoche la tête et d'une voix posée, réfléchie, dénonce le *mal*. Il a dénoncé ainsi les horreurs des prisons du tsar, les vilenies de l'antisémitisme, les pogromes (on n'oubliera pas cette page de son œuvre : *La Maison n°* 13), la torture, les méfaits de la police et de la caste militaire... Si bien que, historiographe des mœurs russes, il a fixé le souvenir du martyre — le mot n'est pas trop fort — d'un grand peuple.

Ses dernières années ont été pénibles. La maladie, l'infirmité, des chagrins domestiques l'accablaient. Le spectacle de la guerre civile qui est bien, comme l'a dit Lénine, la plus âpre des guerres dut infliger à cet humaniste et à cet idéaliste une bien grande souffrance. Mais il continua de travailler à son dernier livre (l'*Histoire de mon contemporain*), de penser, de déployer dans sa province d'Ukraine une activité personnelle à la fois utopique et bienfaisante. Dans une société bouleversée par la révolution sociale, il eût souhaité être un facteur d'apaisement. Sa pensée sur la révolution, il l'a exprimée dans une série de lettres amicales à Lounatcharsky, encore inédites. Sous bien des rapports il n'a pas dû la comprendre. Mais il ne l'a ni combattue, ni blâmée. Jusqu'au dernier jour, il est demeuré humblement fidèle à sa terre russe. Sans doute, au delà des luttes du présent, entrevoyait-il nettement l'avenir que veut la révolution.

Le caractère dominant de sa personnalité, après et au-dessus de l'humanisme, de la foi en la culture et en l'avenir, de l'esprit slave, c'est une indéfectible bonté, qui ne désespère jamais de l'homme, aussi dégradé, aussi vaincu qu'il paraisse. C'est pourquoi Korolenko a pu décrire, avec tant d'amour, les terribles déclassés des grandes routes de Sibérie. En eux aussi, l'homme meilleur vivait à ses yeux.

Les événements l'avaient dépassé. La génération actuelle n'a plus le temps de lire, ni celui de méditer comme il méditait. L'armée rouge a besoin de commissaires, l'usine a besoin d'administrateurs ! Mais ce n'est pas un paradoxe de dire que les grands artisans de la culture russe qui comptent aussi au premier rang de ceux de la culture moderne — et notamment cette puissante lignée d'écrivains sociaux qui commence par Dostoievsky, continue par Tchernichevsky, Tourguenieff, Tolstoï et s'achève avec Korolenko et Gorky — ont, dans une large mesure aplani les voies aux hommes de la révolution. Ils ont formé des consciences révolutionnaires. Ils ont appris à des générations entières à espérer, à vouloir, à croire possible la transformation sociale. Ils ont entretenu l'indignation sacrée contre le vieux monde et donné un exemple. Ces écrivains de pré-révolution sont à comparer utilement avec les tristes amuseurs de la bourgeoisie qui font dans le monde capitaliste « de la littérature ». Ils font comprendre la mission sociale de l'écrivain. Après eux, devaient venir, pouvaient venir, les hommes de non moindre conscience, mais de volonté inexorable qui transforment une société.

Victor SERGE.

Kiev, 3 *janvier* 1922.

A propos de la " Confession de Bakounine "

Notre camarade Victor Serge nous adresse la communication suivante :

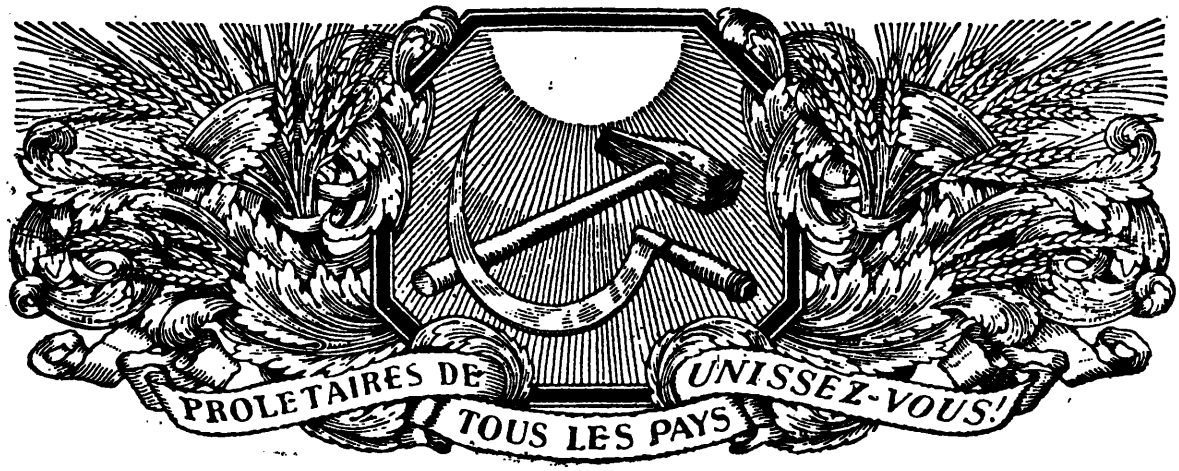
« Une regrettable erreur s'est glissée dans la note d'introduction dont Boris Souvarine a fait précéder mon article sur la « Confession de Bakounine » et pour laquelle je le remercie infiniment.

« Je ne dissimulerai pas, dit B. Souvarine, la pénible surprise que j'ai ressentie en apprenant que le *Forum d'Herzog* en avait publié (de l'article sur la « Confession de Bakounine) un texte tripatouillé... »

« Notre ami avait été mal informé. La traduction de mon article publié par le *Forum* est scrupuleusement conforme au texte que vous avez publié vous-mêmes. Et la probité littéraire du camarade W. Herzog qui dirige le *Forum* — une des rares revues intellectuelles communistes d'Allemagne — ne saurait s'accommoder d'aucun « tripatouillage » de texte.

Ce sont des « traducteurs » et « retraducteurs » d'Italie et de Suisse — que l'on m'a depuis fait connaître — qui ont « tripatouillé » mon texte, en y ajoutant un titre déplorable, en en supprimant des passages essentiels, en en abrégeant d'autres, en y ajoutant des commentaires — pour finir par lui donner l'allure de la triste chose échouée dans les colonnes du *Libertaire* qui me l'imputa avec joie.

Voici les faits rétablis et le camarade Herzog hors de cause. — Victor SERGE.



Syndicalistes et Communistes en France

Le problème à la fois le plus important et le plus délicat qui soit posé actuellement à la pensée révolutionnaire française est, sans nul doute, la question syndicale. Ce n'est pas tellement le problème de l'activité du Parti dans les syndicats que celui des rapports entre le Parti Communiste et les syndicalistes réellement révolutionnaires. Comment réaliser l'entente, l'union et la coopération féconde de tous les éléments révolutionnaires communistes en France ? Question difficile à résoudre, parce que sur elle pèse tout le passé, toute la tradition d'un vieux mouvement ouvrier. Pour étudier et chercher la solution de ce problème, il est nécessaire de tenir compte de cette tradition dont les révolutionnaires, malgré tout, ne sont pas complètement émancipés.

Le Parti Communiste est jeune, né de la scission de Tours. Il a commencé une œuvre d'épuration et de redressement, qui lui a acquis la sympathie de la masse ouvrière et de tous les révolutionnaires. Mais l'œuvre de Tours devait être un commencement, le début d'une ère nouvelle. Dans sa première année, le Parti n'a pas réalisé les espérances que les révolutionnaires avaient fondées sur lui ; il a piétiné, hésité, tâtonné dans sa politique ; sur lui pesait le passé réformiste du Parti Socialiste de Jaurès, de Renaudel et de Longuet. Il a, certes, depuis Tours, accompli un sérieux et grand travail d'organisation pour regrouper ses 130.000 adhérents, pour assurer et répandre sa presse, pour développer sa propagande. Mais il a manqué de direction politique. Le Comité directeur, absorbé par de petites besognes d'organisation et d'administration, n'a pas été un organe politique dirigeant au jour le jour la pensée et l'action du Parti ; le Parti Communiste a manqué, dans cette première année d'existence, de discipline et de conscience collective.

Dans la C. G. T., les politiciens de guerre sont restés les maîtres, mais contre eux s'est levée et a grandi la minorité syndicaliste révolutionnaire qui, à chaque congrès, marquait une très sensible avance. Avant le Congrès de Lille, déjà, la majorité confédérale cherchait à se débarrasser de la minorité et à provoquer la scission en excluant les syndicats minoritaires. Jouhaux et ses lieutenants ont battu en retraite, au Congrès de Lille, devant l'hostilité de la masse ouvrière à l'égard de leur politique de division du mouvement syndical. Mais, depuis Lille, la politique de scission continue, la majorité confédérale craint d'affronter un nouveau congrès où elle sera battue et cherche, en saisissant tous les prétextes, à obliger la minorité à la scission. Les exclusions de syndicats minoritaires se multiplient, la minorité risque ainsi de s'émietter et de s'user avant le prochain congrès. Il ne faut pas oublier que si la C. G. T. avait, pendant la guerre, groupé plus de deux millions d'adhérents, elle n'est pas resteé sur ses positions. L'échec des grèves de mai 1920, dû à la trahison des chefs confédéraux, a vidé les organisations dont il ne subsiste plus guère que les cadres.

Ceux qui ont mené au sein de la C. G. T. la lutte âpre et tenace contre le réformisme, et qui sont groupés aujourd'hui dans l'organisation des C. S. R., ne se sont donné jusqu'à présent aucun programme positif. Ils sont dominés par la tradition syndicaliste révolutionnaire de l'ancienne C. G. T. Leur but, plus ou moins clair et conscient, est de remettre la C. G. T. sur la voie révolutionnaire où elle cheminait et bataillait avant la guerre. Sans doute, les syndicalistes sentent tous que des événements historiques considérables se sont produits dans le monde, qui doivent attirer l'attention et la réflexion de tous les révolutionnaires. Ils savent que ces événements nécessitent une mise au point de la pensée et de la tactique révolutionnaires. Les C. S. R. n'ont pas accompli ce labeur de pensée indispensable. Groupés sur le programme essentiellement négatif de la lutte contre Jouhaux, Merrheim et le réformisme confédéral, ils se sont contentés, au point de vue positif, de se réclamer de la tradition et du passé du syndicalisme révolutionnaire.

Ce manque de pensée et de programme révolutionnaires positifs est la grande faiblesse de la minorité. Au fond, il paralyse son action, parce que, dès qu'elle quitte le terrain étroit de la lutte contre les majoritaires et qu'elle aborde les grands problèmes de la pensée révolutionnaire, elle ren-

contre en elle des oppositions et des courants divers qui, demain, si elle devenait majorité, empêcheraient tout labeur fructueux.

LES TENDANCES DE LA MINORITÉ

On peut distinguer, dans les C. S. R., quatre grands courant dont la force et l'influence sont diverses, mais variables, parce que ces tendances, comme l'organisme lui-même, cherchent encore l'expression de leur pensée et n'ont pas de programme précis, clairement exprimé. Dans la confusion générale des esprits, un groupement d'affinités se cristallise autour de quatre pôles principaux :

1° Les Anarchistes

Inspirés par le *Libertaire*, ils sont nettement contre-révolutionnaires. Attachés à leur idéologie comme des croyants à leurs dogmes, fanatisés comme les dévôts d'un rite, ils n'ont rien appris et ne veulent rien apprendre de l'expérience et de l'histoire. Ils s'en vont, répétant les formules apprises avant la guerre et la Révolution russe, comme le prêtre répète les formules du catéchisme ou de la liturgie. Comme tous les dogmatiques, ils sont incapables de renouveler leur pensée. Ils ne sont révolutionnaires qu'en formules. En réalité, ils ne comprennent rien à la révolution, et ils en sont devenus les ennemis, parce que les principes du vieux libéralisme bourgeois qui survivent dans leur idéologie libertaire les empêchent de comprendre les nécessités de la révolution sociale. Leur influence dans les C. S. R. est minime, mais il est certain que les tentatives faites par quelques camarades communistes pour subordonner le mouvement syndical au Parti tendent à la renforcer.

2° Les Syndicalistes purs

C'est ainsi que se nomment les anarcho-syndicalistes qui représentent l'ancien courant de la C. G. T. d'avant-guerre. Leurs porte-parole sont aujourd'hui Verdier, Besnard, Quinton, inspirés eux-mêmes par Griffuelhes. Moins figés que les anarchistes dans les formules du passé, plus en contact avec la vie et avec les luttes de la classe ouvrière, hommes d'action avant tout, ils sentent bien que l'histoire de ces dix dernières années a apporté quelque chose de nouveau dont les révolutionnaires doivent tenir compte. Mais ils n'ont pas entrepris ce travail de renouvellement de leur pensée ; ils trouvent plus commode de répéter les vieux clichés et d'en appeler à la tradition et au passé. La Charte d'Amiens, l'autonomie syndicale, le fédéralisme, l'anti-étatisme, le syndicalisme qui suffit à tout, sont tout autant de mots « tabou » qu'on répète à tout propos pour s'éviter la peine de penser et de formuler sa pensée. Mais sous ces formules du passé, la pensée de ces camarades est inquiète, hésitante. Entre quatre yeux, ils affirment volontiers que la Charte d'Amiens est vieillie et que l'histoire nécessite une revision, une mise au point des théories d'avant-guerre. Cependant, lorsque leur pensée se cherche et s'affirme, ils retombent dans l'ornière de la tradition, ils nient le rôle révolutionnaire du Parti Communiste. Pour eux, l'agent révolutionnaire reste la minorité agissante groupée dans la C. G. T., qui doit s'organiser pour être apte à diriger toute l'œuvre révolutionnaire. Ces camarades laissent au Parti, dans la lutte ouvrière, une étroite bande de terrain pour la lutte politique, ce qui signifie, dans leur phraséologie, la lutte parlementaire. Pour eux, le rôle du Parti est tout à fait secondaire, sinon superflu. Dans cette tendance se cristallisent certainement les théories du syndicalisme français d'avant-guerre, théories profondément révolutionnaires, théories d'avant-garde, au moment où elles étaient formulées et répandues par la C. G. T., en opposition au socialisme réformisme et *votard*, mais théories qui, après les expériences de la Révolution russe et des mouvements révolutionnaires subséquents à la guerre sont, sur bien des points, démolies par l'histoire. Chercher à faire revivre dans des circonstances historiques nouvelles et différentes un passé qui fut révolutionnaire n'est pas toujours faire preuve d'esprit vraiment révolutionnaire.

Cette tendance, bien qu'ele soit défendue par les secrétaires des C. S. R., n'est pas celle qui domine la minorité confédérale. Mais comme la tendance anarchiste, elle est renforcée par les tentatives de subordonner les syndicats au Parti.

3° Les Syndicalistes Communistes

Groupés autour de la *Vie Ouvrière* et inspirés par Monatte, Monmousseau, Rosmer, ils ont la direction spirituelle de la minorité syndicale. Sincèrement révolutionnaires, hommes de pensée et d'action, ils ont profondément renouvelé leur pensée révolutionnaire au contact de l'histoire. Le communisme s'est greffé sur le vieux tronc sain et vivace du syndicalisme révolutionnaire. Quand ils précisent leur pensée sur tous les grand problèmes de la révolution, ils le font dans le sens où les Congrès de l'Internationale Communiste l'ont fait. N'étant emprisonnés dans aucune idéologie, ils sont prêts à accepter sans préjugés tout ce qui est nécessaire au triomphe de la révolution. Cependant (1), eux aussi se sentent les héritiers du passé et de la tradition confédérale, et, jusqu'à présent, ils n'ont pas fait l'effort nécessaire pour préciser complètement leur pensée actuelle, pour l'affirmer au dehors de petits cercles d'intimes, publiquement, dans la masse, dans un programme positif, clairement exprimé et largement déployé. Leur pensée s'est renouvelée sur tous les grands problèmes de la révolution, mais n'en a pas exploré tous les recoins. Ils hésitent et redoutent peut-être de tirer les conséquences nécessaires et logiques de leur révolution théorique sur le terrain tactique. Soucieux avant tout de vaincre la majorité confédérale, ils ont évité, au sein des C S. R., de préciser leur pensée pour ne pas affaiblir la lutte minoritaire par des discussions intestines de tendances.

4° Les Communistes partisans d'une subordination des Syndicats au Parti

L'Exécutif de l'Internationale Communiste, à l'occasion du 3e Congrès, a critiqué l'activité ou plutôt l'inactivité du Parti français sur le terrain syndical, réclamant de lui qu'il prenne position

(1) Les critiques qui vont suivre s'appliquent à Monatte et à Monmousseau, mais non à Rosmer, dont la pensée est en parfait accord avec celle de l'Internationale Communiste et de l'Internationale syndicale rouge.

Au reste, Humbert-Droz le reconnaît lui-même à la fin de son article. — *N.D.L.R.*

et qu'il fasse pénétrer, par l'intermédiaire de ses membres syndiqués, les idées communistes dans les organisations professionnelles comme les anarchistes ou les syndicalistes y font pénétrer et défendent les leurs. Un certain nombre de camarades, parmi lesquels Loriot, Tommasi, par suite d'une interprétation, à mon sens erronée, des critiques et des décisions de l'Exécutif, ont répandu l'idée d'une subordination du mouvement syndical au Parti Communiste. Cette tendance a soulevé une vive émotion et des discussions passionnées dans les C. S. R. sur l'autonomie ou la subordination du mouvement. Ces velléités de subordonner le mouvement syndicaliste à la direction du Parti n'ont eu pour résultat que de renforcer les tendances anarchistes et syndicalistes pures et de semer la dispute et la division parmi les syndicalistes communistes.

L'ATTITUDE DU PARTI

Quelle a été, quelle est l'attitude du Parti dans ces luttes de tendances et dans cette grave question syndicale ?

Le Parti s'est tu. Il n'a pris aucune directive. Il a largement ouvert les colonnes de l'*Humanité* à toutes les tendances, même à celles qui nient son rôle révolutionnaire. On trouve du reste des membres du Parti dans toutes les tendances, à l'exception peut-être de la tendance anarchiste. Il est encore des membres du Parti Communiste qui soutiennent Jouhaux et votent pour lui dans les congrès confédéraux. Tous les leaders en vue de la tendance syndicaliste pure : Verdier, Quinton, Griffuelhes lui-même, sont membres du Parti. La majorité des membres du Parti forme cependant le gros des troupes des syndicalistes communistes. Il est certain que cette attitude du Parti ne peut durer et, au Congrès de Marseille, en décembre, le Parti discutera la question syndicale et se donnera un programme, une politique syndicale. Quelle doit être cette politique ? Quelle doit être la tactique de l'Internationale Communiste à l'égard de ce problème ?

Il est nécessaire que le Parti affirme clairement et hautement son droit et son devoir de s'occuper activement de toutes les questions qui touchent à la vie et au développement du mouvement ouvrier, donc le droit et devoir de dire sa pensée dans les questions syndicales. Il doit faire front contre toutes les tendances, à l'exception de celles des syndicalistes communistes ; il doit les combattre avec énergie et sans merci, en mettant à la disposition de cette lutte, d'une façon exclusive, l'arme puissante et redoutable de sa presse quotidienne.

Il faut qu'après Marseille il n'y ait plus de place dans le Parti, ni dans ses organes, pour les majoritaires confédéraux et pour les syndicalistes purs qui nient ou réduisent à rien le rôle révolutionnaire du Parti. Le Parti doit nettement s'affirmer aussi contre la tendance qui veut la subordination des syndicats. Nous devons, sur ce point, préciser notre pensée et dissiper tout malntendu. Comme toutes les formules, les mots de *subordination* et d'*autonomie* syndicales ont pris en France un caractère absolu. On se bat sur ces mots, sans les définir, sans clairement exprimer la pensée qu'ils devraient traduire.

Pour nos camarades de la *Vie Ouvrière*, la subordination signifie une soumission mécanique, organique de l'organisme syndical à la direction du Parti. Il est nécessaire d'affirmer nettement que la subordination des syndicats au Parti n'a jamais été, à aucun moment et dans aucun pays, la pensée de l'Internationale Communiste. Ce que l'Internationale Communiste a réclamé de tous ses Partis, c'est que, par l'intermédiare de leurs membres syndiqués, ils fassent pénétrer dans le mouvement syndical les idées révolutionnaires du communisme, que les communistes restent dans les syndicats, comme dans toute leur vie, des membres disciplinés et conscients du Parti. C'est donc par le travail, par la propagande, par le dévouement des communistes à la cause syndicale, que nous avons toujours compris que le Parti gagnerait la confiance de la classe ouvrière et l'influence dans les milieux syndicaux. *C'est là une question de confiance et non une question d'autorité.* Si le Parti, par sa politique révolutionnaire intelligente, sait donner à la classe ouvrière en lutte des directives judicieuses qui la renforcent et la mènent à la victoire, il gagnera sans nul doute la confiance des grandes masses et l'autorité morale, qui est faite de confiance et non d'autorité mécanique sur elles et sur leurs organisations professionnelles.

Nous pensions qu'en France, comme dans d'autres pays, ce travail de propagande pourrait se faire par de petits comités ou noyaux communistes dans les organisations professionnelles. Mal interprétée et mal comprise, notre pensée a provoqué l'opposition d'une grande partie des camarades syndicalistes communistes. Le « noyautage » est devenu un de ces mots « épouvantails » qu'on prononce à tout propos, non pour préciser une idée, mais pour effrayer. Nous pensons que devant ce malentendu, le Parti français et l'Internationale Communiste doivent abandonner l'idée du « noyautage » et que leur politique doit tendre à une entente et à une collaboration aussi étroites que possible avec les syndicalistes communistes.

J. HUMBERT-DROZ.

(La fin au prochain numéro.)

POUR PARAITRE PROCHAINEMENT :

JEAN JAURÈS

Histoire Socialiste de la Révolution Française

8 volumes in-octavo, illustrée de nombreuses gravures d'après des documents de l'époque.

Le volume : 15 francs. Franco : 15 fr. 50

Edité par la librairie de l'*Humanité*, 142, rue Montmartre, Paris (2e)

LA VIE DU PARTI

Sous ce titre, le Bulletin Communiste *publiera régulièrement les procès-verbaux des séances du Comité Directeur, ainsi que les ordres du jour et résolutions émanant de celui-ci.*

COMITÉ DIRECTEUR

Première séance (Marseille 30 déc.)

Présents : Frossard, Cachin, Rappoport, Dondicol, Marthe Bigot, Renoult, Méric, Lucie Leiciague, Ker, Cartier, Tommasi, Soutif, Verfeuil, Renaud Jean, Louise Bodin, Ferdinand Faure, Barabant, titulaires; Bestel, Lucie Colliard, Pioch, Servantier, Philippe, Auclair, suppléants ; Laporte, représentant des Jeunesses.

Le Comité Directeur procède à son installation définitive. Il désigne comme suit son bureau définitif, dont les membres constitueront le bureau exécutif ; secrétaire général : Frossard ; secrétaire international : Ker ; secrétaire administratif : Soutif ; secrétaire du Comité féminin : Marthe Bigot ; trésorier: Dondicol.

Le Comité décide de maintenir dans leurs fonctions les citoyens : Cachin, directeur de l'*Humanité;* Daniel Renoult, directeur de l'*Internationale ;* Renaud Jean, directeur de la *Voix Paysanne,* et Souvarine, directeur du *Bulletin Communiste.*

Il ajourne la désignation des délégués permanents à la propagande et la constitution des diverses commissions.

Il se réunira à Paris jeudi prochain, 4 janvier.

Le secrétaire général : FROSSARD.

Deuxième séance (5 janvier)

Présents : Marthe Bigot, Dondicol, Frossard, Garchery, Gourdeaux, Ker, Méric, Paul Louis, Rappoport, Renoult, Soutif, Tommasi, titulaires ; Bestel, Lucie Colliard, Philippe, Pioch et Servantier, suppléants.

Excusés : Cachin, Lucie Leiciague, Auclair et Dormoy.

Le Comité directeur procède à la constitution de ses diverses sous-commissions, qui seront ainsi composées :

1° Sous-commission de la politique générale : *Frossard, secrétaire ; Marthe Bigot ; Paul-Louis et Renoult ;*

2° Sous-commission des relations internationales : *Ker, secrétaire ; Lucie Leiciague et Rappoport ;*

3° Sous-commission d'administration et de propagande : *Soulif, secrétaire ; Garchery et Pioch ;*

4° Sous-commission des finances : *Dondicol, secrétaire ; Gourdeaux ;*

5° Sous-commission chargée de l'examen des questions d'ordre syndical : *Tommasi, secrétaire ; Dondicol, Gourdeaux, Bestel, Lucie Colliard et Servantier.*

Les membres du Comité qui n'assistent pas à la séance devront se faire inscrire le plus tôt possible à la sous-commission de leur choix.

Le Comité directeur prend ensuite connaissance de diverses communications émanant du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Ces communications provoquent un échange de vues auquel participent : Frossard, Tommasi, Bestel, Renoult, Paul-Louis et Pioch et dont l'objet principal est la question du front prolétarien unique. — *Le secrétaire administraif* : Edmond SOUTIF.

Troisième séance (10 janvier)

Présents : Barabant, Marthe Bigot, Cachin, Dondicol, Frossard, Garchery, Gourdeaux, Ker, Lucie Leiciague, G. Lévy, Méric, Paul-Louis, Rappoport, Renoult, Soutif, Tommasi, titulaires ; Bestel, Lucie Colliard, Dormoy, Pioch, Servantier, suppléants , Fégy, représentant des Jeunesses.

Excusés : Cartier, Renaud Jean et Philippe.

Le citoyen Pioch signale l'inexactitude d'un compte rendu du Congrès de Marseille, paru dans la *Correspondance nationale,* sous la signature de Neumann. Il est décidé que l'attention de la *Correspondance internationale* sera attirée sur les erreurs contenues dans ce compte rendu.

Le Comité renvoie à l'examen de la Commission financière qui va être constituée, une demande d'emprunt formulée par le *Travailleur de l'Yonne.*

Il prend connaissance de diverses communications émanant du Comité exécutif de l'Internationale, des Partis allemand et grec, et du citoyen Souvarine.

Frossard signale au Comité la nécessité de consulter le Parti sur le problème du front prolétarien unique, avant le départ des délégués français pour la Conférence internationale du 10 février.

La réunion d'un congrès ou d'un Conseil national étant, faute de temps, matériellement impossible, Frossard propose de convoquer pour le dimanche 22 février, une Conférence des secrétaires fédéraux. Cette proposition est adoptée. Il est entendu que chaque secrétaire fédéral devra, avant la Conférence, consulter sa commission exécutive ou son Conseil fédéral.

Le C D. étudiera lui-même la question du front unique dans sa séance du 17 janvier.

L'attention du Comité est ensuite appelée sur certains articles de polémique qui ont été publiés, postérieurement au Congrès de Marseille, dans le *Bulletin Communiste* et dans le *Bulletin de la Presse Communiste.*

Afin de dissiper toute équivoque, le Comité, sur la proposition de Renoult, adopte à l'unanimité une résolution dans laquelle il affirme sa volonté de continuer l'œuvre de Tours. Cette résolution insiste en outre sur les dangers que ferait courir au Parti la continuation de polémiques personnelles.

Paul-Louis et Garchery demandent que soient re-

cherchés le plus rapidement possible les moyens d'intensifier la propagande. Il est décidé que la sous-commission de propagande se réunira dans le cours de la semaine et soumettra incessamment ses propositions au Comité directeur.

Dormoy et Cachin signalent que plusieurs problèmes d'une importance primordiale vont être étudiés prochainement par le Parlement. Ils invitent le C. D. à fournir des directives au groupe parlementaire. Il est entendu que des représentants du Comité et notamment la citoyenne Bigot, assisteront désormais aux réunions du groupe parlementaire. De plus, ce groupe et le C. D. tiendront très prochainement une réunion commune. — *Le secrétaire administratif* : Edmond SOUTIF.

Résolution

Le Comité directeur, assuré d'interpréter les sentiments unanimes du Parti, déclare, contrairement à certaines affirmations, que le Congrès de Marseille a fidèlement poursuivi l'œuvre du Congrès de Tours.

Le Parti Communiste français, légitimement fier des premiers résultats obtenus pendant un an, entend continuer avec plus d'énergie que jamais l'organisation et l'action révolutionnaires.

Tout opportunisme, tout réformisme sont bannis de ses préoccupations. Le Comité directeur déclare qu'on ne pourrait, sans manquer à la vérité, prétendre qu'il existe dans le Parti une tendance politique qui mérite d'être légitimement accusée d'un moindre dévouement à la cause communiste.

Il affirme sa solidarité absolue avec l'Internationale de Moscou. Il revendique comme siens les principes révolutionnaires qu'elle a proclamés dans ses Congrès.

C'est à la lumière de ces principes qu'il dirigera son action dans le sens de la lutte de classe poursuivie sans compromissions à travers la complexité des événements politiques et économiques.

Le Comité directeur tient à rappeler que le Congrès de Marseille, par une résolution de presque unanimité, a proclamé « que les polémiques personnelles doivent être bannies de la grande famille communiste ». Il assurera, avec fermeté, le respect de cette décision. Il compte sur la bonne volonté et l'esprit de discipline de tous les camarades pour faciliter sa tâche. Il les invite à assurer, par une collaboration fraternelle avec lui, la rapide et complète mise en œuvre des résolutions du Congrès de Marseille.

Quatrième séance (17 janvier)

Presents : Marthe Bigot, Cachin, Cartier, Frossard. Garchery, Gourdeaux, Renaud Jean, Lucie Leisiague, Méric, Paul-Louis, Rappoport, Renoult, Soutif et Tommasi, titulaires ; Auclair, Bestel, Lucie Colliard, Philippe, Pioch et Servantier, suppléants.

Excusés : Dondicol et Dormoy.

Le Comité directeur sur la proposition de sa Commission syndicale, adopte à l'unanimité, une résolution invitant tous les membres du Parti à adhérer à la C. G. T. Unitaire.

Il vote, à l'occasion de la constitution du ministère Poincaré, l'ordre du jour suivant :

Le Comité directeur du Parti Communiste relève comme un défi le retour aux affaires de M. Poincaré. Du gouvernement que préside l'un des principaux responsables de la guere impérialiste — de ses origines et de sa prolongation — la classe ouvrière et paysanne ne peut attendre qu'une politique de réaction à l'intérieur et d'agression permanente dans le domaine international.

Le Parti Communiste, résolument hostile d'ailleurs, par principe, à tout gouvernement bourgeois quel qu'il soit, se dresse de toutes ses forces, au nom de la sécurité du monde mise en grave péril, contre le ministère Poincaré et la majorité du Bloc national dont il exprime, sous la forme la plus brutale, l'esprit de conservation sociale et d'impérialisme.

Il sait qu'avec M. Poincaré à sa tête le pays doit s'attendre au pire. Le Parti Communiste suivra les événements avec une vigilance accrue. Dès maintenant, entre le gouvernement de la guerre et lui, la lutte est engagée. Il la mènera à fond, avec tous les moyens dont il dispose. Il est prêt à faire face à toutes les éventualités et il compte sur les militants, comme sur l'ensemble des prolétaires menacés dans leurs droits et dans leur existence, pour qu'à ses appels réponde une action de masses, vigoureuse et décisive.

Garchery soumet au Comité un plan de propagande. Il propose d'organiser dans chaque fédération, avant le 10 avril, une tournée de conférences, ainsi qu'un large pétitionnement en faveur de la politique du Parti. Son projet est approuvé.

Le Comité procède sur la question du front unique à un échange de vues, auquel participent : Rappoport, Paul-Louis, Renoult, Pioch, Bestel, Lucie Leiciague, Tommasi, Philippe, Marthe Bigot et Frossard.

A la suite de cette discussion, l'ordre du jour suivant est adopté à l'unanimité, moins l'abstention de Rappoport :

Le Comité directeur estime que l'application de la tactique du front unique est impossible dans notre pays, en ce qui touche l'accord avec les états-majors dissidents et majoritaires confédéraux.

Il estime qu'elle présente pour l'Internationale des dangers certains contre lesquels des garanties devront être prises.

Il donne mandat en ce sens à ses délégués à la Conférence internationale de février. Il les charge en outre de demander l'inscription de cette question à l'ordre du jour au quatrième Congrès mondial.

Le Bureau est chargé de rédiger, en s'inspirant de cet ordre du jour, une résolution qui sera soumise le 22 janvier à la Conférence des secrétaires fédéraux. — *Le secrétaire administratif* : Edmond SOUTIF.

Résolution pour l'Unité Syndicale

Par le crime des dirigeants confédéraux, traîtres à leurs idées et cramponnés à leurs fonctions, l'Organisation syndicale des travailleurs va rompre son unité. La responsabilité de ce désastre retombera tout entière sur les hommes *du syndicalisme de collaboration de classes* qui, depuis des mois, avec une perfide opiniâtreté, s'acharnent à rendre la scission inévitable pour échapper au renversement de majorité dont ils sont menacés comme d'un juste châtiment.

Le Parti Communiste n'a pas à intervenir, en tant que Parti, dans la crise que traverse le mouvement ouvrier français. Il a proclamé solennellement à son récent Congrès de Marseille sa volonté de « respecter le droit des syndicats de se gouverner et de s'administrer par eux-mêmes en dehors de toute injonction, de toute tutelle, de toute subordination ». Pas plus demain qu'hier, il ne menacera la liberté de leurs déterminations et de leurs mouvements. Mais, il a fait à tous ses membres la stricte obligation d'appartenir au syndicat de leur profession et d'être au syndicat comme partout, à l'extrême pointe du com-

DANS LA RUSSIE DES SOVIETS. — Kamenev prononçant un discours sur la tombe du communiste américain John Reed.

A MOSCOU. — L'Institut Smolny. (*Au premier plan la statue de Karl Marx*)

bat révolutionnaire. C'est donc à la fois son droit et son devoir, dans les circonstances actuelles, de donner à ceux de ses membres qui militent dans les syndicats le mot d'ordre clair et précis qu'ils attendent.

Le Parti Communiste est pour l'Unité syndicale.

Il estime que, par sa composition comme par l'objet immédiat de ses luttes, le syndicat ne peut, sans tarir son recrutement et frapper de stérilité son action, devenir un groupement d'affinité. Le syndicat fait appel à tous les salariés, sans distinction de Parti ni de croyance. Il les réunit tous pour préparer leur mieux-être et leur émancipation intégrale. Organe naturel de la lutte de classe, il exprime par définition l'unité même de la classe ouvrière.

C'est ce qu'a fort exactement compris le Congrès Unitaire de Paris qui a rassemblé toutes les tendances contre l'entreprise scélérate de division des forces prolétariennes menée par un état-major de profiteurs et de renégats du syndicalisme, acoquinés à la bourgeoisie Au moment où le capitalisme, par une offensive redoutable, menace les libertés et les droits chèrement acquis du monde du travail, trouble et compromet une paix déjà mal assurée, il appartient aux militants communistes d'apporter leur concours le plus ardent à la C. G. T. Unitaire née du Congrès de Paris.

Parce qu'il est pour l'unité syndicale, *le Parti Communiste invite ses adhérents à rallier la C. G. T. Unitaire*. Il leur demande d'agir au sein de leurs syndicats respectifs pour que ceux-ci se joignent au bloc de la C. G. T. Unitaire.

Par la volonté de ses chefs, *la C. G. T. de la rue Lafayette n'est plus qu'une secte politique* à la solde de la bourgeoisie C'est dans la C. G. T. Unitaire que se réalisera un jour prochain sur le terrain économique l'unité totale de la classe ouvrière.

Les travailleurs communistes, tout en continuant de mener la lutte pour gagner les syndicats au communisme, collaboreront de tout leur pouvoir, avec la *C. G. T. de la rue Grange-aux-Belles*, à la refonte rapide de cette unité nécessaire.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.

PARAISSANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Adresser la correspondance à

René REYNAUD, 120, rue Lafayette, PARIS

Bibliothèque - Communiste

PARIS

A GLEBOV. — *Les Syndicats russes et la Révolution* (préface de Boris Souvarine).... 0 50
KERTJENZEV. — *Les Alliés et la Russie*..... 3 »
ALEXANDRA KOLLONTAI. — *La Famille et l'Etat Communiste* 0 40
LÉNINE. — *La Maladie infantile du Communisme* ..... 4 »
LÉNINE. — *La Révolution prolétarienne*..... 4 »
LÉNINE. — *Lettre aux ouvriers américains*.. 0 25
LÉNINE. — *Les Bolcheviks et les Paysans*.... 0 40
LÉNINE. — *L'Etat et la Révolution*..... 4 »
LÉNINE. — *Le Rôle des Jeunesses Communistes* 0 40
BORIS SOUVARINE. — *La 3e Internationale*.. *épuisé*
BORIS SOUVARINE. — *Eloge des Bolcheviks*.. *épuisé*
TROTSKY. — *Terrorisme et Communisme*.... 7 »
TROTSKY. — *Le Terrorisme*..... *épuisé*
TROTSKY. — *Les Soviets et l'Impérialisme mondial* ..... *epuisé*
CLARA ZETKIN. — *Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne*..... 0 75
. *Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)* 0 60
... *Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste* 0 50
.. *Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2e Congrès)*.... 0 75
.. *Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2e Congrès)*.... *épuisé*
Hommage à la République des Soviets par H. Barbusse, etc. 1 25

Tous ces ouvrages sont en vente à la Librairie de l'HUMANITÉ.

VIENT DE PARAITRE :

Maurice PAZ

Les Révoltes de la Mer Noire

Préface de Pierre MONATTE

Une brochure : 0 fr. 40 ; franco: 0 fr. 45 ; le cent franco: 32 francs.

Adresser les commandes à la Librairie de l'*Humanité*.

FÉDÉRATION DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE — PARIS 6e SECTION

Travail exécuté par des ouvriers payés au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCE.

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2e)
Georges DANGON, imprimeur.